LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE, N'ÉTANT PLUS À L'ORDRE DU JOUR, CONTESTÉE AU SEIN DU FLN

Saâdani, l'éclipse

Le secrétaire général du FLN, Amar Saâdani, a tellement lâché la bride à son fantasme politique qu'il devra se préparer à affronter un lendemain qui déchante, à présent que la non-candidature de Bouteflika se fait quasi-certitude. Non seulement ses prophéties s'avèrent toutes inexactes, il peut aussi bientôt paraître bien rachitique sous ses airs simulés de fier-à-bras.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Après le dernier Conseil des ministres, qui n'en était pas un, en réalité, où le Président Bouteflika est apparu totalement diminué, Amar Saâdani devra nécessairement s'inventer un nouveau laïus s'il veut toujours s'assurer une visibilité politique. Ses suppliques ne devront plus faire recette à présent que Bouteflika sombre dans le crépuscule de sa vie politique.

De tous les courtisans, Amar Saâdani est celui qui aura enfourché l'illusion durablement, jusqu'au bout, mettant toujours un brin de zèle dans ses excès discursifs à attester de la candidature du Président sortant et d'une révision de la Constitution qu'il a annoncée pour avant l'organisation du scrutin présidentiel. L'illusion s'est évaporée avec l'éclipse de l'année 2013. La révision de la Constitution n'aura pas lieu avant les élections présidentielles et Bouteflika ne se proposera pas à sa propre succession en avril prochain. Deux mauvaises nouvelles pour un Saâdani qui a cru que son heure de gloire a sonné. Dans son élan enthousiasmé à mener campagne pour Bouteflika, il oublie jusqu'aux mondanités, cinglant de revers de propos non mesuré un Premier ministre dont la tête commençait à sortir du lot. C'est que Saâdani se voyait adjoindre à son CV une haute fonction officielle, celle de vice-président de la République ou à tout le moins celle de Premier ministre. Dans sa quête effrénée de promotion, il en est venu même à oublier l'inconfort de sa position au sein du parti à la tête duquel il venait d'être désigné à la hussarde. Le risque, pour lui, est que la perte sera sur les deux fronts. La défection de Bouteflika le mettrait à coup sûr dans l'embarras, tant est qu'il devra se convertir au plan B s'il ne veut pas se retrouver sur la marche. On ne doute pas que Saâdani fasse preuve de discipline et souscrive, comme c'est de tradition chez le FLN, aux choix et à la logique du système. Néanmoins, il aura assurément la harangue moins enthousiasmée. S'il est maintenu dans la diligence, il n'aura pas le statut de chef.

Photo : Samir Sid

D'ailleurs n'appréhende-t-il pas déjà le moment de sa déshérence politique qu'il sait sûrement inéluctable ? On ne l'entend plus appeler Bouteflika à se représenter, après sa dernière sortie publique où il affirmait que la révision de la Constitution précédera l'élection présidentielle. Un moment de doute que ses adversaires au sein du FLN mettent à profit pour tenter de le faire chuter. Abderrahmane Belayat, qui se prévaut toujours de la qualité de coordinateur du bureau politique du FLN, annonce le coup de grâce pour les jours qui viennent. Il affirme avoir la troupe pour une déposition soft. Mais le système, qui n'a jamais été aussi loin dans l'impasse, autorisera-t-il un renversement au sein du FLN à la veille d'une échéance électorale capitale ? C'est toute la question.

S. A. I.

SEUL OU PRESQUE À PLAIDER ENCORE LE 4E MANDAT

Que cache le soutien «aveugle» de Ghoul ?

A l'heure où tous les partisans, et des plus zélés, du président de la République se font depuis peu parcimonieux en se faisant de moins en moins diserts, il en est un qui continue à faire fausse route en poursuivant en solo à clamer son «amour» sans «limites» pour Abdelaziz Bouteflika.

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir) - C'est vraiment à croire que son sort et, partant, celui de son nouveau parti, sont intimement liés à ce tube qu'il n'a de cesse de claironner à chacune de ses sorties médiatiques qu'il affectionne tant. Lui, c'est le ministre des Transports et néanmoins chef du TAJ, qui ne rate aucune occasion pour réitérer sa fidélité au président de la République. Comme ce fut le cas avant-hier, à Souk-Ahras où il a animé un meeting, quand il rappelait que son parti ne se contentera pas de faire de la simple figuration lors de la prochaine présidentielle. «Nous jouerons les premiers rôles, nous ne serons pas de simples spectateurs et nous ne nous contenterons pas de la gestion des affaires en marge», affirmait Amar Ghoul avant de «lâcher» sa conviction chevillée quant à la candidature du président de la République à une quatrième mandature de suite. «Bouteflika est le candidat unique à la présidentielle et il est le seul à même de poursuivre le parcours et le TAJ ne voit pas de candidat autre que lui», a-t-il, en effet, soutenu.

Une certitude à désarçonner plus d'un puisque les voix les mieux «autorisées» et les plus «assourdissantes» appelant depuis des lustres pour certaines, à cette candidature, se font, ces derniers jours, moins bruyantes. Mais à quoi, donc, obéit, ce soutien «aveugle» et sans «réserve» de cet homme au président de la République ? Ceci même s'il est vrai que l'ex-simple militant du MSP qu'il était se croit considérablement redevable à l'endroit du premier magistrat du pays qui a fait de lui ce qu'il est maintenant, et l'un des ministres les plus « incontournables» de l'ère Bouteflika, il n'en demeure pas moins que ce soutien à faire rompre les tympans dépasse de loin toute cette «dette».

Un soutien à «conjuguer» non pas au passé mais au futur tant bien d'hommes politiques parvenus au gré des «accidents de l'histoire» lient ainsi leur destin à celui des autres, leurs « sponsors». Et c'est dans ce chapitre que cette «flamme ghoulienne» pour le président de la République trouverait toute sa raison tant plusieurs s'inscrivent d'ores et déjà dans la perspective d'un renoncement de Abdelaziz Bouteflika à rempiler pour un quatrième mandat de suite avec le «sort» qui adviendrait de Ghoul et de son «projet politique», le TAJ. Une seule et unique consolation, néanmoins, pour le ministre des Transports, ce «destin lié», il le partage avec bien d'autres «hommes politiques» de sa veine, sauf que ces derniers ont choisi d'autres voies pour se «préparer» à toute «éventualité», dont celle d'une présidentielle d'avril 2014 sans Bouteflika.

M. K.

SITUATION À GHARDAÏA

La reprise des cours boycottée par les enfants mozabites

Les événements s'accélèrent dans la vallée du M'zab. Hier, et selon plusieurs sources locales, les enfants mozabites n'ont pas rejoint les bancs des écoles publiques et privées. La décision a été prise par les animateurs de la cellule de suivi et de coordination des événements de Ghardaïa, à l'issue d'un conclave qui a eu lieu avant-hier à Beni-Izeguen.

Abder Bettache -Alger (Le Soir) — Le boycott de l'école par les enfants mozabites a été confirmé par des sources syndicales du secteur de l'éducation à l'instar du Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), dont, selon son porte-parole Messaoud Boudiba, «plusieurs écoles des trois paliers ont été touchées par le boycott des enfants mozabites». Selon la même source, le phénomène a touché les établissements scolaires situés dans le chef-lieu de wilaya. «On ne sait pas combien de temps la grève va durer. La population vit dans la terreur et le stress», explique Kamel Dine Fekhar, militant des droits de l'Homme au site électronique TSA. Et d'ajouter : «Nous sommes prêts à prendre le risque d'une année blanche. Il faut que les agressions cessent. Moi-même, j'ai trois enfants scolarisés, qui ne sont pas partis et qui n'iront pas à l'école, tant que ça ne s'arrête pas.» Toutefois, et selon des sources sécuritaires, «la sécurité a été renforcée aujourd'hui sur les chemins menant vers les établissements scolaires et toutes les mesures préventives ont été prises pour réussir la reprise des cours». Cette évolution de la situation est intervenue quelques jours seulement après l'entrevue qu'a eue le Premier ministre avec une délégation de notables de la région, composée de représentants des communautés Ibadite et Malékite. Or, il semblerait que le plan de sortie de crise initié par le Premier ministre Abdelmalek Sellal ne semble pas avoir convaincu la communauté mozabite. Il est à noter que la cellule de suivi et de coordination des événements de Ghardaïa, nommément citée et plébiscitée par les notables, les Aâyanes et les citoyens mozabites de la vallée du M'zab, est composée de quatre membres — Babbaz Khodir, défenseur des droits de l'Homme, Sioussiou Mustapha, responsable de la commune de Ghardaïa de l'Union générale des commerçants algériens (UGCAA), Baba Oumoussa Mustapha, porte-parole de la Fédération locale du FFS, et Chkabkab Baba, représentant des Aayanes de la vallée du M'zab — a décidé de la poursuite de la grève.

«Les propositions de Sellal sont tombées à l'eau», a pour sa part affirmé le responsable fédéral du FFS, Hamou Mesbah. Selon ce responsable, la cellule a également décidé, en collaboration avec les associations des parents d'élèves, d'interdire aux enfants d'aller à l'école, même privée, le premier jour de reprise des cours, en raison de l'absence de «sécurité». D'après Hamou Mesbah, cette cellule est la seule habilitée à parler au nom des Mozabites. « Ce sont les seules et uniques personnes mandatées par la communauté mozabite de la commune de Ghardaïa, pour parler en leur nom. Toute autre intrusion dans le débat est une imposture.» A rappeler par ailleurs qu'à l'issue de l'entrevue de jeudi dernier avec le Premier ministre, plusieurs décisions avaient été annoncées dont notamment la création au niveau des communes touchées par les affrontements entre les Mozabites et les Arabes d'un conseil de sages, un «espace d'arbitrage et de conciliation», «la distribution équitable et équilibrée de 30 000 lots de terrain», destinés à l'autoconstruction.

A. B